

***Plan d'action pour la promotion des cultures et des industries culturelles ACP
(Dakar, 2003)***

Dakar, Republic du Sénégal, le 20 juin 2003

Nous, Ministres ACP de la Culture, réunis à Dakar, République du Sénégal, le 20 juin 2003, adoptons le présent Plan d'action pour la promotion des cultures et des industries culturelles ACP, que nous nous engageons à mettre en œuvre dans les domaines suivants :

I. POLITIQUES CULTURELLES

1. Formuler, là où elles n'existent pas encore aux niveaux national et régional, des politiques et législations culturelles appropriées et veiller à leur intégration dans les stratégies de développement ;
2. Recommander au Conseil des ministres ACP l'élaboration et l'adoption d'une politique culturelle ACP ;
3. Engager des débats et des négociations concernant l'adoption d'un Instrument International sur la diversité culturelle ;
4. Inscrire la culture comme un secteur prioritaire dans les stratégies de développement des gouvernements ACP, en étroite collaboration avec les ordonnateurs nationaux et régionaux ;
5. Inviter le Secrétaire général du Groupe des Etats ACP à intensifier la partenariat avec l'UNESCO dans le cadre du protocole d'accord existant entre les deux organisations et à pousser plus loin la coopération avec les autres organisations internationales et régionales dans la mise en œuvre de programmes culturels pour le développement ;

II. PATRIMOINE CULTUREL

6. Etablir des Cadres régionaux pour la promotion et la protection des cultures ;
7. Recenser dans les Etats et les régions ACP et faire inscrire sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO les biens du patrimoine culturel et naturel dans toute leur diversité ;
8. Faire campagne aux côtés de l'UNESCO pour le retour et la restitution des biens culturels dans leurs pays d'origine, lutter contre le trafic illicite de biens culturels et mettre en place les infrastructures nécessaires à la préservation des biens culturels ;
9. Appuyer la mise en œuvre de la Convention de l'UNESCO sur le patrimoine culturel immatériel ;

III. COOPERATION CULTURELLE

10. Elaborer des accords régionaux spécifiques au secteur de la culture, principalement en ce qui concerne les taxes, les droits de propriété intellectuelle, les investissements privés et le mécénat ;
11. Assurer le développement structurel des secteurs de la culture en prenant les mesures appropriées pour susciter et soutenir activement l'émergence et le renforcement de réseaux professionnels et la promotion de programmes culturels intra-ACP, sans préjudice des stratégies et priorités nationales de développement ;
12. Accroître les acquis de la coopération culturelle avec l'Union européenne dans le cadre du 9ème FED et élargir la coopération culturelle des ACP à de nouveaux partenaires ;
13. Collaborer à la création, au développement et au fonctionnement d'institutions régionales et internationales spécialisées dans le dialogue interculturel ;
14. Entamer des négociations avec les pays développés afin de permettre un accès substantiel à leurs marchés pour les productions culturelles originaires des pays ACP ;
15. Négocier avec les Etats membres de l'Union européenne afin de faciliter la mobilité des artistes ACP et de leurs œuvres ;

IV. RENFORCEMENT DES CAPACITES

16. Mettre en place des fonds de mobilité et d'autres mécanismes afin de faciliter la circulation des artistes, des créateurs, des impresarios, des œuvres, des biens et services culturels ACP ;
17. Procéder à un inventaire des institutions culturelles ACP et renforcer leur capacité au profit des acteurs culturels ;
18. Promouvoir la dispense de cours sur la culture et le patrimoine dans le cadre des programmes scolaires afin d'impliquer les jeunes et leur permettre de se réapproprier leurs cultures ;
19. Rechercher et diffuser, à l'intention des acteurs culturels, des opportunités de formation en matière de gestion de la culture, d'administration culturelle, de patrimoine culturel et de gestion d'industries/entreprises culturelles, dans le cadre de la coopération internationale ;
20. Créer un portail afin d'assurer la visibilité du patrimoine, des productions et des œuvres culturels ACP ;

V. LES TIC AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT CULTUREL

21. Intégrer les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans tous les programmes de développement de la culture ;

22. Mettre en place des programmes de développement pour le transfert de technologie et la formation dans le domaine de la production audiovisuelle et de la gestion du patrimoine immatériel ;

VI. INDUSTRIES CULTURELLES

23. Adopter les mesures appropriées afin d'élargir l'accès au financement pour les industries culturelles ACP, notamment par des mécanismes tels que les fonds de garantie, les «joint ventures» et les incitations fiscales ;

24. Mener, aux niveaux national et régional des Etats ACP, des études visant à évaluer la contribution des industries culturelles au développement économique ;

25. Promouvoir des accords entre les Etats ACP en vue de la création d'un marché commun des productions audiovisuelles et littéraires ;

26. Créer un groupe de travail spécial sur les industries culturelles en vue d'élaborer des stratégies et des mesures propres à stimuler la croissance dans le secteur de la culture et à générer une plus-value et des emplois ;

27. Elaborer des accords de co-production et de co-distribution pour assurer la pénétration des productions culturelles ACP sur les marchés internationaux, tout en veillant au respect des droits de propriété intellectuelle des artistes et créateurs ACP ;

28. Organiser un atelier ACP sur l'élaboration d'une stratégie de lutte contre la piraterie ;

VII. FESTIVAL ACP

29. Recommander que le Conseil des ministres ACP marque son accord pour que le Festival ACP soit organisé sur une base régulière, en prenant en compte d'autres festivals ayant lieu dans les Etats et les régions ACP ;

VIII. FONDATION CULTURELLE ACP

30. Mettre sur pied un groupe de travail composé d'un (de) représentant(s) de chacune des six régions ACP qui devrait se réunir dans les 12 mois à venir pour élaborer les termes de référence d'une Fondation culturelle ACP ;

31. Commander une étude de faisabilité pour examiner les questions suivantes concernant la fondation envisagée et en présenter les conclusions au groupe de travail mentionné ci-dessus :

- le financement ;
- le statut juridique ;
- les raisons ayant entraîné la fin de la Fondation culturelle ACP-CEE ; et



· la viabilité d'une nouvelle fondation ; et enfin

32. Recommander au Conseil des ministres ACP la création d'une Fondation culturelle ACP.

Fait à Dakar, le 20 juin 2003

Pour la 1ère réunion des ministres ACP de la culture

Le Président

M. Abdou FALL

Ministre de la Culture et de la Communication

République du Sénégal

Lien Internet vers le texte : http://www.acpsec.org/fr/com/dakar_action_plan_f.htm